

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

DIVERSES MESURES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	14
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	21
Annexe 1 : Remises gracieuses	22
Annexe 2 : Fiches projet Compétences +	24
Annexe 3 : Avenant CAMPUS VERSAILLES	35
Annexe 4 : Fiche projet action expérimentale	37
Annexe 5 : Fiches projet actions territorialisées	40
Annexe 6 : Fiches projet AFEST	50
Annexe 7 : Avenant Chaussettes Solidaires	69
Annexe 8 : Avenant ABRICITY et fiche projet 22008162 corrigée	71

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Objet du rapport

Ce rapport a pour objet :

- d'affecter les crédits nécessaires à la rémunération des stagiaires soit 75 000 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires aux frais de gestion du marché de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle soit 1 500 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires au paiement des frais de publicité des marchés publics soit 30 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires aux chèquiers VAE soit 1 500 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires aux aides individuelles régionales soit 40 000 000 € dont 37 M€ PRIC ;
- d'affecter les crédits nécessaires aux programmes d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE 2023 soit 1 400 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires à la communication, les salons et les dépenses de logistiques du pôle FPA 2023 soit 300 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires aux travaux d'études et d'évaluation des dispositifs de formation professionnelle 2023 soit 50 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires au programme régional de formation pour l'emploi 2023 soit 77 000 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires au programme régional E-learning 2023 soit 5 000 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires aux aides à la formation vers un métier en tension 2023 soit 4 500 000 € au titre du PRIC ;
- d'octroyer 2 remises gracieuses pour des stagiaires de la formation professionnelle en difficulté financière ;
- d'affecter les crédits nécessaires en faveur de la pérennisation de cinq projets « Compétences + », dans le cadre du « bouclier social » régional, soit 3 708 398 € au titre du PRIC ;
- d'approuver le transfert de la subvention attribuée initialement à « l'Université Cergy Pontoise » à l'association « Campus Versailles » ;
- d'affecter les crédits nécessaires au programme « actions expérimentales de la formation professionnelle » soit 21 417,20 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires au programme « actions territorialisées » soit 541 386,43 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires aux lauréats retenus de l'appel à projets Actions de formation en Situation de Travail (AFEST) soit 1 277 554,92 € ;
- d'approuver des avenants aux conventions de subvention N°22-22006780-001-ACEX, relevant du programme « Actions expérimentales 2022 », du porteur « Chaussettes Solidaires », et N°22-22008162-001-ACTE, relevant du programme « Actions Territorialisées 2022 », du porteur « ABRICITY UNIVERSITY ».

1.1. Rémunération des stagiaires

Dans le cadre de ses compétences en matière de formation professionnelle, la région est chargée de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, de la protection sociale et du versement des indemnités d'hébergement et de transport pour les stagiaires demandeurs d'emploi, non indemnisés, inscrits dans les formations professionnelles qu'elle agréée, ainsi que pour les stagiaires en situation de handicap suivant une formation au sein des Centres de rééducation professionnelle (CRP).

Le paiement de cette rémunération est délégué, par un marché public, à l'Agence de Services et

de Paiement (ASP).

Ce rapport a pour objet de proposer une 1^{ère} affectation pour l'année 2023 à hauteur de **75 000 000 €** au titre de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, correspondant à 60% de la prévision établie au regard des réalisations des années antérieures, des entrées supplémentaires prévisionnelles engendrées par le PRIC et de la revalorisation des barèmes. **Cette affectation permettra de rémunérer près de 26 000 stagiaires.**

1.2. Frais de gestion du marché rémunération

Le présent rapport propose l'affectation de 1 500 000 € d'autorisations engagement afin de couvrir les dépenses correspondant aux frais de gestion du marché rémunération des stagiaires.

1.3. Frais de publicité des marchés

Le présent rapport a également pour objet de proposer l'affectation d'un montant de 30 000 € d'autorisations d'engagement afin de couvrir les dépenses correspondant aux annonces et insertions à effectuer dans les publications et périodiques afin d'assurer la publicité des marchés du Pôle formation professionnelle et apprentissage.

1.4. Chéquiers VAE

La loi du 13 août 2004 a confié à la Région le rôle de contribuer à assurer l'assistance aux candidats à la VAE. Pour compléter sa politique en matière de VAE, la Région finance l'accompagnement des demandeurs d'emploi et salariés en cours de licenciement sous la forme de « chéquiers » (chéquiers d'accompagnement et le cas échéant chéquiers de complément de formation).

Ce sont près de 1000 chéquiers qui ont été accordés en 2022.

Pour poursuivre sa politique en matière de VAE, il est proposé d'une part d'affecter un montant de 1 500 000€ au titre du budget 2023.

1.5. Aides individuelles régionales

Le dispositif AIRE a été adopté par la délibération n° CR 2018-007 du 15 mars 2018. Son règlement d'intervention a fait l'objet de différentes adaptations afin de permettre le financement du plus grand nombre de formations certifiantes et répondre à des besoins de recrutement de franciliens en Île-de-France.

À la suite de la modification du règlement d'intervention adopté lors de la CP 2020-414 du 18 novembre 2020 (ouvrant le dispositif à toutes les demandes de formation visant une certification et non présentes dans l'offre collective, le nombre de demandes déposées a connu une augmentation très importante et près de 7000 aides ont été accordées en 2021.

À la suite de la modification du règlement d'intervention adopté lors de la CP 2022-318 du 23 septembre 2022, le nombre d'aides est limité à 40 par organisme de formation et par année civile.

Pour poursuivre en 2023 la politique volontariste engagée par la Région sur ce dispositif et plus largement sur l'offre de formations qualifiantes, le présent rapport propose d'affecter un premier montant de 40 000 000 € dont 37 000 000 000 € au titre du PRIC, d'autorisation d'engagement sur le budget 2023, permettant l'attribution de plus de 6 000 aides.

1.6. Programmes d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la

VAE 2023

La loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 a créé le droit individuel à la validation des acquis de son expérience pour obtenir un diplôme, un titre professionnel ou un certificat de qualification professionnelle. La loi du 13 août 2004, modifiée par la loi du 5 mars 2014, a confié à la Région la responsabilité d'assurer un rôle d'information et d'organiser sur son territoire un réseau de centres de conseil sur la VAE.

La Région exerce cette compétence par le biais de huit centres de conseil en VAE qui ont assuré plus de 25 000 informations et 9 000 entretiens-conseils sur la VAE aux franciliens en 2022.

Le présent rapport, afin de permettre la poursuite des missions d'information et conseil réalisées par les antennes pour la 4^{ème} année du marché afférent, propose d'affecter un montant de 1 400 000€ d'autorisation d'engagement au titre du budget 2023.

1.7. Communication, salons et dépenses de logistiques du pôle FPA 2023

La Région met en place des actions d'information et de communication relative à l'offre de formation professionnelle régionale auprès des publics cibles.

A titre d'exemples, des campagnes de communication ont été mises en place afin d'informer sur de nouvelles aides telles que l'aide au permis de conduire pour les jeunes en insertion ou encore l'aide à l'entrée en formation dans les secteurs en tension.

Le Pôle Formation professionnelle et Apprentissage participe régulièrement à l'organisation d'événements, en interne ou en partenariat extérieur, en lien avec ses missions d'animation et de promotion de la politique régionale d'insertion, de formation et d'apprentissage.

Dans ce cadre, la Région peut être amenée à participer financièrement, et à couvrir les dépenses liées au partenariat et à la logistique engendrés par sa participation à des salons importants.

Le présent rapport vise à proposer une affectation de 300 000 € afin de couvrir les dépenses liées à la communication, les salons et les dépenses de logistiques du pôle FPA 2023.

1.8. Travaux d'études et d'évaluation des dispositifs de formation professionnelle 2023

Afin de suivre et d'évaluer l'action régionale en s'appuyant sur des outils d'aide au pilotage renforcés, le déploiement des actions sera éclairé par des travaux d'études et d'évaluation indispensables à l'ajustement et l'efficacité des dispositifs mis en œuvre, par le biais d'un marché dédié.

Les thèmes de ces travaux sont : les métiers et les parcours industriels, les besoins en compétences des filières d'excellence et l'évaluation de l'Appel à Manifestation d'Intérêt sur la digitalisation des formations des organismes de formation.

Le présent rapport vise à proposer une affectation de 50 000 € afin de couvrir les dépenses liées aux travaux d'études et d'évaluation des dispositifs de formation professionnelle 2023.

1.9. Programme régional de formation pour l'emploi 2023

Une affectation est proposée au titre du programme PRFE 2. Ce programme a pour objectif de permettre l'accès à des formations qualifiantes débouchant sur l'emploi notamment sur les secteurs en tension.

Ce nouveau programme de formation professionnelle, qui permettra d'offrir 17 000 places de formation, est recentré sur les treize domaines les plus en tension : Agriculture, BTP, Cadre de vie, Commerce-vente-distribution, Electricité-électronique, Communication, Hôtellerie-Restauration-Tourisme, Industrie, Numérique, Sanitaire et Social, Sport-Animation, Tertiaire administratif et

financier, Transport-Logistique.

Le présent rapport propose d'affecter un montant de 77 000 000€ d'autorisation d'engagement au titre du budget 2023.

1.10. Programme régional E-learning 2023

Une affectation est proposée au titre du programme Elearning. Ce programme intervient en matière de formation professionnelle de façon cohérente avec la stratégie numérique régionale « Smart Region » afin de répondre aux exigences du Pacte régional visant à proposer des modalités nouvelles d'acquisitions de compétences ou de parcours de formation. Il a pour objectif de permettre l'accès à des formations qualifiantes débouchant sur l'emploi notamment sur les secteurs en tension.

Il est proposé d'affecter au titre de la reconduction du programme E-learning 2023 une autorisation d'engagement de 5 000 000 €.

Cette affectation permettra l'ouverture de 1000 places sur ce programme.

1.11. Aides à la formation vers un métier en tension 2023

Une affectation est proposée au titre de la mesure « aide à la formation vers un métier en tension ». Cette mesure a pour objectif de développer l'attractivité des formations sur les domaines souffrant de problématiques de recrutement et/ou identifiés comme créateurs d'emplois pour les franciliens. Cette affectation bénéficiera à plus de 4500 bénéficiaires, dont au moins 1500 au titre du Revenu jeune actif (RJA).

Le présent rapport propose d'affecter un montant de 4 500 000€ au titre du PRIC, d'autorisation d'engagement au titre du budget 2023.

1.12. Remises gracieuses

Lorsque des stagiaires de la formation professionnelle perçoivent un trop perçu de rémunération, l'ASP émet un ordre de reversement pour le remboursement de ce trop perçu. En cas de difficultés financières du stagiaire (dont les revenus nets mensuels du foyer sont inférieurs au RSA), celui-ci peut bénéficier d'une remise gracieuse accordée par la région.

Ce rapport présente une synthèse récapitulative pour 2 situations individuelles de stagiaires ayant bénéficié de trop perçus en termes de rémunération. Sur ces 2 situations, il est proposé à la commission permanente de prendre une décision conforme aux propositions de l'agent comptable de l'ASP qui visent à octroyer 2 remises gracieuses pour un montant total de 2 895,83 €. La liste est jointe en annexe 1 à la présente délibération.

1.13. Subvention à cinq projets « Compétences + »

Dans le cadre du « bouclier social » régional (délibération cadre CR 2022-035 du 19 mai 2022), il est proposé une autorisation d'engagement en faveur de la pérennisation de cinq projets « Compétences + » qui, sur le volet expérimental du plan régional d'investissement dans les compétences, ont fait leurs preuves à destination de publics vulnérables et éloignés de l'emploi.

Pour 2023, ont été retenues les demandes d'aide financière pour la poursuite voire le déploiement de l'action de cinq organismes :

L'entreprise « SOCOTEC Gestion », lauréate de l'appel à projets 2019 du PRIC (délibération CP 2019-545 du 20 novembre 2019), qui a déployé un dispositif d'intégration dans

l'emploi de jeunes de moins de 30 ans, identifiés comme en difficulté sociale, au sein du groupe SOCOTEC. La subvention proposée pour la pérennisation de ce projet s'élève à 1 330 600€ (22008253).

L'association « Impulsion 75 », lauréate de l'appel à projets 2019 du PRIC (délibération CP 2019-545 du 20 novembre 2019), qui met en œuvre un parcours de formation professionnelle d'animateur sportif assorti d'une spécialisation sur les questions de santé publique. La subvention proposée pour la pérennisation de ce projet s'élève à 1 369 479€ (23002117).

L'association « Justice deuxième chance », lauréate de l'appel à projets 2020 du PRIC (délibération CP 2020-501 du 18 novembre 2020), qui a élaboré un projet d'accompagnement « dedans – dehors » des détenus jeunes majeurs visant leur insertion professionnelle. La subvention proposée pour la pérennisation de ce projet s'élève à 180 000€ (22008241).

L'association « Moulin de Pont Rû », lauréate de l'appel à projets 2020 du PRIC (délibération CP 2020-501 du 18 novembre 2020), qui a développé les modalités d'un accompagnement pluridisciplinaire de qualité pour soutenir les jeunes isolés. Une subvention pour la pérennisation de ce projet est proposée à hauteur de 250 000€ (22008247).

L'association « Sport dans la ville », lauréate de l'appel à projets 2020 du PRIC (délibération CP 2020-501 du 18 novembre 2020), qui crée une efficace synergie entre les acteurs de l'insertion (Missions locales, associations de quartier...) et les entreprises engagées pour le rapide accès ou retour à l'emploi des jeunes « en rupture » de 18 à 25 ans. Une subvention pour la pérennisation de ce projet est proposée à hauteur de 578 319€ (23002119).

Les fiches-projets, présentant une synthèse de chacune de ces actions, sont annexées à la délibération.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1.14. Transfert de la subvention attribuée initialement à « l'Université Cergy Pontoise » à l'association « Campus Versailles »

Par la délibération n°2022-287 votée en Commission permanente du 7 Juillet 2022, une subvention a été octroyée au tiers « Université Cergy Pontoise », pour la conduite du projet « Formations insertions et découverte artisanat ».

Or, l'université Cergy Pontoise souhaite pour des raisons de suivi comptable, faire porter son projet par l'association « Campus Versailles » qui est une de ses composantes et dont le président est également le président de l'université.

Par voie de conséquence, ce rapport a pour objet d'acter le transfert de la subvention du tiers initial, lauréat de l'appel à projets « Compétences + », sur le volet expérimental du plan régional d'investissement dans les compétences 2022, au tiers « Campus Versailles ».

1.15. Actions expérimentales de la formation professionnelle

Ce rapport propose de soutenir le projet porté par l'association IFRIA Ile-de-France qui vise à co-construire avec et au bénéfice de Daco France, entreprise basée à Ablis (78), une ingénierie spécifique pour répondre aux contraintes particulières de l'environnement de celle-ci et à ses besoins en compétences.

Les suites attendues sont la mise place d'une formation, au bénéfice de 15 à 20 stagiaires par an,

visant le titre professionnel de conducteur d'installations de machines automatisées, voire une poursuite de parcours sur le titre professionnel de technicien de maintenance industrielle.

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de 21 417,20 € pour le financement des projets. Ces actions s'inscrivent dans le cadre du règlement d'intervention voté par délibération cadre CR 17-12 du 17 février 2012 modifiée par les délibérations n° CP 2018-099 du 16 mars 2018, n° CP 2019-305 du 3 juillet 2019, n° CP 2021-171 du 1er avril 2021 ; n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021.

La convention qui sera signée avec le bénéficiaire intégrera les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1.16. Actions territorialisées

Ce rapport propose de soutenir les 4 projets suivants :

Avenir Initiatives propose de former 12 stagiaires aux métiers de l'animation périscolaire avec comme parcours de formation le Certificat de Qualification Professionnelle d'animateur périscolaire afin de répondre aux besoins urgents de recrutement du territoire.

AVEC propose de former 48 demandeurs d'emploi aux métiers de menuisier - poseur / maçon - rénovateur du bâtiment en lien avec les métiers de l'éco construction pour lesquels les entreprises partenaires du Val d'Oise peinent à recruter.

CNFP propose de former 15 demandeurs d'emploi, domiciliés prioritairement en Seine Saint Denis, au métier de technicien de maintenance d'ascenseurs, très recherché actuellement en Ile-de-France.

INITIATIVES 77 propose un projet en partenariat avec Disney Land Paris pour former 60 demandeurs d'emploi aux métiers de l'entreprise sur les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie-restauration.

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de 541 386,43 €, pour le financement de ces projets. Cette action s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention voté par délibération CP 2018-230 du 4 juillet 2018 modifiée par la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021. Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1.17. Lauréats à l'appel à projets Actions de formation en Situation de Travail (AFEST)

L'appel à projets diffusé en juillet 2022 sur « Actions de Formation En Situation de Travail (AFEST) » a pour ambition d'accompagner les transformations de l'appareil de formation. Il s'inscrit dans l'axe transverse du Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 : S'engager dans l'accélération de la modernisation de l'ingénierie de formation, des modalités de mise en œuvre et d'accompagnement pendant la formation.

Ce rapport propose de soutenir 8 nouveaux projets :

AUTONOMY propose de mobiliser sur les départements des Yvelines et des Hauts de Seine 8 à 10 employeurs du secteur de l'aide à domicile pour le recrutement et la formation de 15 à 20 demandeurs d'emploi au titre d'assistant de vie aux familles.

AKSIS propose de former 150 demandeurs d'emploi sur l'un des métiers suivants : gouvernant, réceptionniste et chef de rang avec un partenariat fort avec le groupe hôtelier ACCOR.

CARTON PLEIN propose de valoriser et reconnaître les compétences acquises en situation professionnelle dans le métier de cyclo-logisticien, en sortant des modalités classiques de formation avec une pédagogie adaptée aux contraintes de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE). Le projet vise 48 bénéficiaires.

ESPACES propose 5 parcours professionnalisants à 76 salariés en insertion dans le domaine du paysage – jardinage – maraîchage – animation nature dans le respect de la biodiversité.

IFOCOP propose de former 60 stagiaires au titre professionnel d'employé commercial en magasin sur le territoire de Rungis au sein de 46 entreprises accueillantes identifiées, 40 grossistes du marché international de Rungis et plusieurs enseignes de la grande distribution.

LA BEAUTE DU MONDE INCLUSIVE propose de former 45 demandeurs d'emploi au métier d'employé commercial en magasin dans les métiers de la beauté pour répondre aux besoins des entreprises partenaires du projet.

La Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud propose de former 16 demandeurs d'emploi sur les métiers de technicien de maintenance dans deux domaines d'activité spécifiques : la maintenance industrielle et la maintenance informatique.

Le projet de WAKE UP CAFE vise l'insertion socio-professionnelle durable et sans récurrence de 50 sortants de prison, notamment dans les métiers de la restauration.

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 1 277 554,92 € pour le financement de ces projets. Cette action s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention Compétence+ voté par délibération n° CR 2019011 du 20 mars 2019 Pacte régional d'investissement dans les compétences.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1.18. Avenants à deux conventions de projet relevant des programmes « Actions Expérimentales 2022 » et « Actions Territorialisées 2022 »

Il est proposé de modifier la date de démarrage du projet mis en œuvre par l'association « Les Chaussettes Solidaires » dans le cadre du dispositif « Actions expérimentales 2022 » pour pouvoir prendre en compte notamment les dépenses de recrutement, prévues dans le plan de financement, en amont du démarrage du parcours de formation des stagiaires.

Il est proposé par voie de conséquence, à travers la signature d'un avenant, de modifier la convention N°22-22006780-001-ACEX en indiquant une date de démarrage du projet à compter du 1^{er} juillet 2022 à la place du 5 septembre 2022, et de modifier ladite convention en conséquence.

Par ailleurs, suite à une erreur matérielle, il est proposé de modifier le taux d'intervention régional sur le projet mis en œuvre par ABRICITY dans le cadre du dispositif « Actions territorialisées 2022 ». Le taux d'intervention régional sur ce projet est porté de 75,47 % à 69,76 %.

Il est donc proposé, à travers la signature d'un avenant, de modifier la convention N°22-22008162-

001-ACTE en indiquant un taux d'intervention régional de 69,76 % et de modifier ladite convention en conséquence.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

2. Financements

2.1. Affectation pour la rémunération des stagiaires

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 75 000 000 € sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « °Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement » (23000004).

	Total AE 2023	Total CP 2023
action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement »	75 000 000 €	75 000 000 €

2.2. Affectation pour les frais de gestion du marché rémunération

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de 1 500 000 € du budget 2023, imputée sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « °Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000101 « Frais de gestion et publicité des marchés » (D2300002).

	Total AE 2023	Total CP 2023
action 12000101 « Frais de gestion et publicité des marchés »	1 500 000 €	1 500 000 €

2.3. Affectation pour les frais de publicité des marchés

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de 30 000 € du budget 2023, imputée sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « °Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000101 « Frais de gestion et publicité des marchés » (D2300003).

	Total AE 2023	Total CP 2023
action 12000101 « Frais de gestion et publicité des marchés »	30 000 €	30 000 €

2.4. Affectation pour les chéquiers VAE

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 1 500 000 € sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-004 « ° Valorisation des Acquis de l'Expérience - VAE », action 12500402 « Actions VAE » (23001469).

	CP 2023	CP 2024	CP 2025	Total AE 2023
Action 12500402 « Actions VAE »	400 000 €	900 000 €	200 000 €	1 500 000 €

2.5. Affectation pour le dispositif AIR

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 40 000 000 € dont 37 000 000 € au titre du PRIC, sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « ° formations qualifiantes et métiers », action 12500302 « aides individuelles régionales (AIR) » (23001513).

	CP 2023	CP 2024	CP 2025	Total AE 2023
Action 12500302 « aides individuelles régionales (AIR) »	10 000 000	20 000 000	10 000 000	40 000 000 €

2.6. Affectation pour le programme régional d'Information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 1 400 000 €, sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-004 « °Valorisation des Acquis de l'Expérience - VAE », action 12500401 « pôle régional d'information/conseil en VAE » (D2300028).

2.7. Affectation pour la communication, les salons et les dépenses de logistiques du pôle FPA 2023

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de 300 000 € du budget 2023, imputée sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « °Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000102 « Evaluation, études et promotion » (D2300023).

2.8. Affectation pour les travaux d'études et d'évaluation des dispositifs de formation professionnelle 2023

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de 50 000 € du budget 2023, imputée sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « °Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000102 « Evaluation, études et promotion » (D2300024).

2.9. Affectation pour le programme régional de formation pour l'emploi 2023

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 77 000 000 € sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « °formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » (D2300066).

2.10. Affectation pour le programme régional E-learning 2023

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 5 000 000 € sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » (D2300067).

2.11. Affectation pour les aides à la formation vers un métier en tension 2023

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 4 500 000 €, au titre du PRIC, sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement » (23001615).

	Total AE 2023	CP 2023	CP 2024
action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement »	4 500 000 €	2 500 000 €	2 000 000 €

2.12. Affectation pour les cinq projets « Compétences + »

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement, au titre du dispositif « Compétences + » d'un montant de **3 708 398,00 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « formations complémentaires et innovantes » du budget 2023 (22008241, 22008247, 22008253, 23002117 et 23002119).

	CP 2023	CP 2025	CP 2026	Total AE 2023
Action 12500201 « formations complémentaires et innovantes »	1 854 199 €	741 680 €	1 112 519 €	3 708 398 €

2.13. Affectation pour les actions expérimentales de la formation professionnelle

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement, au titre du dispositif « actions expérimentales » d'un montant de 21 417,20 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « formations complémentaires et innovantes » du budget 2023 (23001466).

	Total AE 2023	CP 2023	CP 2024
action 12500201 « formations complémentaires et innovantes »	21 417,20 €	11 000 €	10 417,20 €

2.14. Affectation pour les actions territorialisées

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 541 386,43 € sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et

Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » (23001395, 23002101, 23001452 et 23001627).

	Total AE 2023	CP 2023	CP 2024
action 12500301 « formations qualifiantes et métiers »	541 386,43 €	270 000 €	271 386,43 €

2.15. Affectation pour les lauréats de l'appel à projets Actions de formation en Situation de Travail (AFEST)

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement, au titre du dispositif « AFEST » d'un montant de 1 277 554,92 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « formations complémentaires et innovantes » du budget 2023 (22008543, 23001610, 23001608, 23000022, 22008530, 23000494, 22008529 et 23001606).

	Total AE 2023	CP 2023	CP 2024
action 12500201 « formations complémentaires et innovantes »	1 277 554,92 €	700 000 €	577 554,92 €

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

DIVERSES MESURES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

VU l'ordonnance n° 2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de Services et de Paiement ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 ;

VU le décret n° 2021-522 du 29 avril 2021 fixant les taux et les montants des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

VU le décret n° 2021-1623 du 11 décembre 2021 relatif aux modalités de versement de l'aide exceptionnelle prévue à l'article 13 de la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 portant adoption aux professionnelles du service public régional de la formation et de l'insertion professionnelle ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation ;

VU la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle : la Région clarifie les compétences en matière de formation des demandeurs d'emploi et simplifie leur accès à la formation ;

VU la délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 relative à la stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelles 2017-2021 : une ambition pour l'emploi et la croissance, et au contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;

VU la délibération n° CR 2018-007 du 15 mars 2018 portant approbation au nouveau dispositif d'aide à la formation : Aides individuelles régionales vers l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 portant mise en œuvre du Plan d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2018-169 du 30 mai 2018 relative au lancement de la consultation-Programme régional d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE 2019-2022 ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-060 du 22 mai 2019 relative au bilan et à l'évolution du dispositif expérimental d'aides individuelles régionales vers l'emploi ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et à la convention-cadre région Île-de-France et Pôle emploi 2020/2023 ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 relative aux diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2022-029 du 28 janvier 2022 portant approbation aux dispositifs AIRE – VAE (programme d'information, d'entretien conseil et de promotion de la VAE, chèquiers VAE) 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-318 du 23 septembre 2022 relative au doublement de l'aide à la formation vers les métiers de la sécurité privée, actions territorialisées, actions expérimentales et autres mesures de formation professionnelle et son amendement de l'exécutif ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et du règlement relatif aux méthodes comptables et des durées d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-019 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, au titre de la rémunération des stagiaires dans le cadre du marché, une autorisation d'engagement d'un montant de 75 000 000 €, sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « °Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement » du budget 2023 (23000004).

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
23000004	REMUNERATION DES STAGIAIRES 1 ^{ère} AFFECTATION 2023 (accord cadre)	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2023

Article 2 :

Affecte, au titre des frais de gestion du marché rémunération, une autorisation d'engagement d'un montant de 1 500 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000101 « Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2023 pour couvrir les dépenses des frais de gestion du marché rémunération (D2300002).

Article 3 :

Affecte, au titre des frais de publicité des marchés, une autorisation d'engagement d'un montant de 30 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « °Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000101 « Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2023 (D2300003).

Article 4 :

Affecte, au titre des chèquiers VAE, une autorisation d'engagement d'un montant de 1 500 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-004 « °Valorisation des Acquis de l'Expérience - VAE », action 12500402 « Actions VAE » du budget 2023 (23001469).

Article 5 :

Affecte, au titre du dispositif AIR, une autorisation d'engagement d'un montant de 40 000 000 €, dont 37 000 000 € au titre du PRIC, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500302 « aides individuelles régionales (AIR) » du budget 2023 (23001513).

Article 6 :

Affecte, au titre du programme régional d'Information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE, une autorisation d'engagement d'un montant de 1 400 000 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-004 « Valorisation des Acquis de l'Expérience - VAE », action 12500401 « pôle régional d'information/conseil en VAE » du budget 2023 (D2300028).

Article 7 :

Affecte, au titre de la communication, les salons et les dépenses de logistiques du pôle FPA, une autorisation d'engagement d'un montant de 300 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000102 « Evaluation, études et promotion » du budget 2023 (D2300023).

Article 8 :

Affecte, au titre des travaux d'études et d'évaluation des dispositifs de formation professionnelle, une autorisation d'engagement d'un montant de 50 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000102 « Evaluation, études et promotion » du budget 2023 (D2300024).

Article 9 :

Affecte, au titre du programme régional de formation pour l'emploi, une autorisation d'engagement d'un montant de 77 000 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 (D2300066).

Article 10 :

Affecte, au titre du programme régional E-learning, une autorisation d'engagement d'un montant de 5 000 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle

et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 (D2300067).

Article 11 :

Affecte, au titre des aides à la formation vers un métier en tension, une autorisation d'engagement d'un montant de 4 500 000 € au titre du PRIC, sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement » du budget 2023 (23001615).

Article 12 :

Accorde les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe 1 à la présente délibération, relatives à des trop perçus ayant donné lieu à des ordres de reversement émis par le comptable public de l'ASP à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle.

Article 13 :

Décide de participer, dans le cadre du « bouclier social régional », au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 5 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 708 398,00€ (22008241, 22008247, 22008253, 23002117 et 23002119).

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions conformes à la convention-type « Compétences + » ' modifiée par les dispositions et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement, au titre du dispositif « Compétences + » d'un montant de 3 708 398,00 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « formations complémentaires et innovantes » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 14 :

Décide de transférer à l'association « Campus Versailles » la subvention attribuée initialement à « l'Université Cergy Pontoise » par la délibération n° CP 2022-287 du 7 juillet 2022 susvisée dans le cadre du dispositif « Compétences + ».

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le « Campus Versailles » de l'avenant joint en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet initiale, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé. »

Article 15 :

Décide de participer, au titre du programme « Actions expérimentales et formation professionnelle » au financement d'un projet porté par IFRIA Ile-de-France, projet détaillé en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 21 417,20 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type, jointe en annexe de la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement, au titre du dispositif « actions expérimentales » d'un montant de 21 417,20 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « formations complémentaires et innovantes » du budget 2023 (23001466).

Le financement du programme « Actions expérimentales » s'inscrit dans le cadre du Pacte régional d'investissement dans les compétences.

Article 16 :

Décide de participer, au titre de l'appel à projets Actions Territorialisées 2022 « Economie circulaire, transitions écologique et énergétique et JOP 2024 » au financement des 4 projets détaillés en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de quatre subventions d'un montant maximum prévisionnel de 541 386,43 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type, jointe en annexe de la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement, au titre des actions territorialisées d'un montant de 541 386,43 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 (23001395, 23002101, 23001452 et 23001627).

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions pour AVEC (dossier n° 23002101) et pour CNFP (dossier n° 23001452) à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les 2 fiches projets en annexe 6 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 17 :

Décide de participer, au titre de l'appel à projets Actions de Formation En Situation de Travail (AFEST), au financement des 8 projets détaillés en annexe 6 à la présente délibération par l'attribution de neuf subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 277 554,92 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type, votée en annexe de la délibération n° CP 2022-414 du 10 novembre 2022, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement, au titre du dispositif « AFEST » d'un montant de 1 277 554,92 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « formations complémentaires et innovantes » du budget 2023 (22008543, 23001610, 23001608, 23000022, 22008530, 23000494, 22008529 et 23001606).
Ce financement s'inscrit dans le cadre du PRIC.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions pour AUTONOMY (dossier n° 22008543), pour ESPACES (dossier n° 23000022), pour IFOCOP (dossier n° 23008530), pour LA BEAUTE DU MONDE INCLUSIVE (dossier n° 23000494) et pour la Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud (dossier n° 22008529) à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet en annexe 6 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 18 :

Approuve la modification de la date de démarrage du projet mis en œuvre par l'association « Les Chaussettes Solidaires » et autorise la présidente du conseil régional à signer l'avenant prenant acte de ces modifications telles que présenté en annexe 7.

Approuve la modification du taux d'intervention régional du projet mis en œuvre par l'association « ABRICITY » et autorise la présidente du conseil régional à signer l'avenant prenant acte de ces modifications telles que présentés en annexe 8.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Remises gracieuses

ANNEXE RECAPITULATIVE

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT
DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
RELATIVE A DES TROP PERCUS AU TITRE DE LEUR REMUNERATION

ORDRES DE REVERSEMENT- REMISES GRACIEUSES ACCORDEES

			Proposition de l'ASP		
Année	N° de l'ordre de reversement	Montant du solde de l'OR émis par l'ASP	Remise gracieuse PARTIELLE accordée sur solde OR	Remise gracieuse TOTALE accordée sur solde OR	REJET du montant total de la remise gracieuse
2022	220047310	300,00 €		300,00 €	
2022	22007696	2 595,83 €		2 595,83 €	
TOTAL		2 895,83 €	€	2 895,83 €	- €

Annexe 2 : Fiches projet Compétences +

**DOSSIER N° 22008241 - Plan Régional d'Investissement dans les Compétences - JUSTICE
DEUXIEME CHANCE - Un métier, une chance**

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-6281-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	439 000,00 € TTC	41,00 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : J2C JUSTICE DEUXIEME CHANCE
Adresse administrative : ZAC DES CORNILLONS NORD
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur XAVIER PERISSE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les mobilisations partenariales et le 'sourcing' auront débuté dès le début de l'année.

Description :

Le projet "Un métier, une chance" est un projet d'accompagnement "Dedans-Dehors" pour une promotion de 10 candidats dans chacune des trois prisons : La Santé, Nanterre et Villepinte.

En détention sur 8 semaines, les candidats seront sensibilisés aux métiers en tension (bâtiment, logistique, hôtellerie-restauration, environnement). Ils prépareront un projet professionnel et suivront des ateliers sur le savoir faire et le savoir être. A la sortie de la détention, après un stage d'observation, les candidats seront suivis par la conseillère d'insertion J2C pour une entrée en formation ou en entreprise d'insertion. L'accompagnement J2C durera 6 mois voire plus si nécessité.

Public(s) visé(s) : Public masculin majoritairement de 18 à 25 ans en détention et très éloigné de l'emploi

Nombre de bénéficiaires : 90

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 50 %

Partenaires : Administration Pénitentiaire, Auxilia, AKTO, fédération des entreprises de travail temporaire d'insertion.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	31 500,00	6,96%
Information/recrutement du public	18 500,00	4,09%
Formation du public	227 000,00	50,17%
Accompagnement/suivi du public	162 000,00	35,80%
Apports matériels	3 000,00	0,66%
Apports en personnel	10 500,00	2,32%
Total	452 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	180 000,00	39,78%
Autofinancement	29 110,00	6,43%
Aide privée	136 090,00	30,08%
Fonds européens	12 000,00	2,65%
Fonds Etat	15 000,00	3,31%
Fonds collectivités territoriales	66 800,00	14,76%
Apports matériels	3 000,00	0,66%
Apports en personnel	10 500,00	2,32%
Total	452 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

**DOSSIER N° 22008247 - Plan Régional d'Investissement dans les Compétences - Association
Moulin du Pont Rû - Accompagnement et formation des jeunes**

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-611-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	810 000,00 € TTC	30,86 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MOULIN DE PONT RU

Adresse administrative : 2 MOULIN DE PONT-RU
95710 BRAY ET LU

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Alan CAILLAUD, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Des jeunes seront accueillis dès les premiers jours de l'année.

Description :

Le Moulin de Pont Rû est un lieu de rassemblement situé au cœur du Vexin, créé pour prendre part à la transition écologique et sociale dans un contexte rural, pleinement intégré au territoire local.

Dans cet ancien moulin à eau qui porte la sagesse du temps règne une tradition de maison familiale ouverte à la diversité et à la résilience.

C'est dans ce cadre que des jeunes et des femmes en situation de vulnérabilité sont accueillis et formés lors de séjours immersifs accompagnés par des professionnels. Une expérience individuelle et collective pouvant varier du court au moyen terme favorisant un nouveau positionnement en tant qu'acteur et actrice de leur propre parcours dans un objectif global d'améliorer leur insertion sociale et professionnelle.

Par son ancrage territorial et son implication depuis 4 ans auprès des personnes en situation de vulnérabilité, de décrochage et plus généralement, en situation d'exclusion sociale et/ou professionnelle, le Moulin de Pont Rû continue de développer son expertise sur l'accompagnement proposé et sur la collaboration avec les partenaires du secteur.

C'est notamment grâce aux consortiums avec la Sauvegarde 95, les missions locales de Cergy et de Franconville, les services de prévention de la Police Judiciaire, l'Epide et une vingtaine d'autres partenaires mobilisés que, depuis 2019, plus de 160 jeunes entre 18 et 25 ans ont pu bénéficier de cet accompagnement innovant.

À travers cette présente demande, l'association souhaite pérenniser et développer l'accompagnement

personnalisé, transversal et adapté auprès des jeunes grâce à la mobilisation et la continuité des partenariats précédemment cités.

Public(s) visé(s) : Jeunes NEETS issus des QPV, de la PJJ et zones rurales

Nombre de bénéficiaires : 250

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 70 %

Partenaires :

Institutionnels : PJJ

Associatifs : Sauvegarde 95, Mission locale de Franconville, Vallée de Montmorency, Mission locale Avec, Cergy, UFOLEP

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	130 000,00	15,85%
Information/recrutement du public	90 000,00	10,98%
Formation du public	250 000,00	30,49%
Accompagnement/suivi du public	210 000,00	25,61%
Coûts support/transversaux	130 000,00	15,85%
Apports en personnel	10 000,00	1,22%
Total	820 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	250 000,00	30,49%
Autofinancement	20 000,00	2,44%
Aides privées	230 000,00	28,05%
Fonds Etat	180 000,00	21,95%
Fonds collectivités territoriales	20 000,00	2,44%
CAF (A)	10 000,00	1,22%
PJJ	100 000,00	12,20%
Apports en personnel	10 000,00	1,22%
Total	820 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

**DOSSIER N° 22008253 - Plan Régional d'Investissement dans les Compétences - SOCOTEC
GESTION - Rebond Favorable 2**

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-611-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	2 326 000,00 € HT	57,21 %	1 330 600,00 €
	Montant total de la subvention		1 330 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCOTEC GESTION
Adresse administrative : 5 PLACE DES FRERES MONTGOLFIER
78280 GUYANCOURT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur HERVE MONTJOTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La ré-ingénierie du contenu pédagogique sera réalisée dès le début du mois de janvier 2023.

Description :

Consortium entre SOCOTEC GESTION et SPORT DANS LA VILLE sur trois ans pour :

1) sourcer environ 150 jeunes (50 par an) susceptibles d'être intéressés et les faire passer par un SAS de 3-4 semaines animé conjointement par Sport dans la Ville et SOCOTEC;

2) Sélection 30 à 35 stagiaires par an pour intégrer l'une des 3 filières de formation des techniciens de 1er niveau technique dans une des filiales de SOCOTEC (Socotec Equipements, Socotec Environnement, Socotec Construction) ;

3) Former les stagiaires sur 8 mois, avec 4 mois en alternance : formation théorique VS tutorat en agence, puis 4 mois de tutorat renforcé en agence, en mode pré-embauche. Cette phase pourra inclure la formation au permis de conduire pour les stagiaires non déjà titulaires.

Public(s) visé(s) : Chercheurs d'emploi issus des Quartier Prioritaires de la ville (en priorité) et autres profils en situation de "seconde chance"

Nombre de bénéficiaires : 100 (150)

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 50

Partenaires : Outre les deux membres du Consortium, les partenaires identifiés à ce stade sont les sociétés du groupe SOCOTEC accueillant les stagiaires (Socotec Equipements, Socotec Environnement, Socotec Construction) et d'autres associations susceptibles de contribuer au sourcing des candidats (ARES, Apprentis d'Auteuil).

Le bénéficiaire est autorisé à reverser une partie de la subvention comme suit : 210 000 € à Sport dans la Ville.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	60 000,00	2,58%
Information/recrutement du public	178 500,00	7,67%
Formation du public	1 026 500,00	44,13%
Accompagnement/suivi du public	946 000,00	40,67%
Coûts support/transversaux	115 000,00	4,94%
Total	2 326 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	1 330 600,00	57,21%
Autofinancement	930 400,00	40,00%
Fonds Région IdF (permis de conduire)	65 000,00	2,79%
Total	2 326 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

**DOSSIER N° 23002117 - Plan Régional d'Investissement dans les Compétences - IMPULSION 75 -
La Classe préparatoire à la prévention santé par le sport**

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-611-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	1 984 752,00 € TTC	69,00 %	1 369 479,00 €
	Montant total de la subvention		1 369 479,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMPULSION 75
Adresse administrative : 16 BD PASTEUR
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Rachid HALLAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2022 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le sourcing des potentiels bénéficiaires aura démarré en fin d'année 2022

Description :

L'action vise à permettre à 300 jeunes de bénéficier d'un parcours professionnalisant en vue de devenir animateur sportif professionnel spécialisé sur les questions de prévention santé dans les QPV franciliens.

Ce parcours d'inclusion socio-professionnelle et citoyenne prévoit 3 phases :

1/ une première phase de 3 semaines, sur le site de l'Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance et/ou à la Cité scolaire Buffon, destinée à une remobilisation et une préparation aux prérequis et aux tests d'entrée en Certificat de Qualification Professionnelle (CQP),

2/ une deuxième phase de 6 mois qui consiste en une entrée en CQP « Animateur de Loisirs Sportifs option Activités Gymniques d'Entretien et d'Expression », accompagné de son module complémentaire « Activités Physiques et Sportives sur Prescription Médicale ».

En parallèle de leur CQP, les stagiaires animeront des séances sportives adaptées et des actions de sensibilisation à la Prévention-Santé dans les QPV franciliens auprès des publics les plus éloignés de la pratique sportive (mères de famille, personnes en surpoids, seniors, personnes en situation de handicap, en phase de récupération COVID 19, etc.) et pouvant présenter le risque de développer certaines maladies chroniques, comorbidités et/ou problèmes de santé mentale.

3/ IMPULSION 75 assure un suivi socio-professionnel de 6 mois dans la sécurisation des parcours avec pour objectif l'insertion professionnelle des stagiaires en fonction de leur projet personnel.

L'évaluation du projet sera réalisée grâce à la thèse d'une doctorante spécialisée en Motricité Humaine et Expertise Sport-Santé.

Public(s) visé(s) : Jeunes inscrits dans une pratique régulière des activités de la forme à partir de 18 ans et domiciliés en QPV, pouvant être en situation de handicap, dont le projet professionnel est viable et sérieux dans le monde du sport et l'état de santé compatible avec le métier d'animateur sportif

Nombre de bénéficiaires : 300

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : >60 %

Partenaires : INSEP ; Fédération Sportive et Culturelle de France ; Département de la Seine-Saint-Denis ; Réseau des Directeurs des sports du 93 ; La Communauté d'Agglomérations de Plaine-Commune ; La préfecture et la DDCS du Val d'Oise ; Sciences-Po ; Académie du Climat ; Esperem ; Samu social de Paris

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	202 872,00	10,22%
Information/recrutement du public	111 078,45	5,60%
Formation du public	1 199 928,00	60,46%
Accompagnement du public	336 061,00	16,93%
Coûts support/transversaux	134 812,55	6,79%
Total	1 984 752,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	1 369 479,00	69,00%
Autofinancement	473,00	0,02%
Aide privée	595 000,00	29,98%
Fonds collectivités territoriales	19 800,00	1,00%
Total	1 984 752,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23002119 - Plan Régional d'Investissement dans les Compétences - SPORT DANS LA VILLE - Promos pour l'emploi

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-611-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	963 865,00 € TTC	60,00 %	578 319,00 €
	Montant total de la subvention		578 319,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE

Adresse administrative : 14 RUE LESAULT
93500 PANTIN

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur NICOLAS ESCHERMANN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le sourcing sera entrepris dès les premiers jours de l'année.

Description :

Le projet "Promos pour l'Emploi" est un parcours d'accompagnement, construit en partenariat avec une entreprise, qui vise la mise à l'emploi d'une promotion de jeunes en situation de décrochage. D'une durée de 6 semaines et réunissant un groupe de 15 jeunes par promotion, il se destine à des jeunes âgés de 18 à 25 ans dans une situation de décrochage (jeunes d'un niveau de diplôme infra 4). L'entreprise partenaire identifie un métier en tension en son sein et s'engage à la mise à l'emploi des jeunes bénéficiaires sur le poste identifié, à condition qu'ils aient accompli le parcours d'accompagnement dans son intégralité. Le parcours d'accompagnement commence par un séjour de rupture, sous forme de "booster sportif" organisé en dehors de l'Île-de-France et qui vise à proposer la découverte de nombreuses activités sportives et construire un esprit de solidarité au sein de la promotion. La suite du parcours d'accompagnement est construite autour de grands axes pédagogiques : remise à niveau en termes de savoir fondamentaux, démarches administratives, immersion au sein de l'entreprise d'accueil, entretiens individuels réguliers et toujours des temps de pratique sportive. A l'issue du parcours d'accompagnement, les jeunes l'ayant finalisé sont évalués par leurs chargés d'accompagnement et les services RH de l'entreprise partenaire afin de valider son entrée dans l'entreprise. Les jeunes bénéficiaires sont enfin accompagnés pendant une durée de 6 mois à l'issue du parcours, qu'ils aient intégré l'entreprise ou non.

Public(s) visé(s) : Jeunes de 18 à 25 ans en situation de décrochage

Nombre de bénéficiaires : 135

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 50 %

Localisation géographique :

■ REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	160 601,00	16,66%
Information/recrutement du public	121 090,00	12,56%
Formation du public	415 971,00	43,16%
Accompagnement/suivi du public	172 014,00	17,85%
Coûts support/transversaux	94 189,00	9,77%
Total	963 865,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	578 319,00	60,00%
Aide privée	385 546,00	40,00%
Total	963 865,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

Annexe 3 : Avenant CAMPUS VERSAILLES

CONVENTION N° : 22-EX064777-001-PRIC

ACTION SAFIR : S22PRIC95001NR



Dispositif « Compétences + » 2022

AVENANT N°1

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

CAMPUS VERSAILLES,

dont le n° SIRET est **913 581 807 000 17**

dont le siège social est situé au GRANDE ECURIE DU CHATEAU DE VERSAILLES

Avenue Rockefeller 78000 VERSAILLES

ayant pour représentant, , Président, François GERMINET

Ci-après dénommé l'organisme

d'autre part,

En vertu de la délibération n° CP 2023-019 du 25 janvier 2023.

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : Modification de personnalité morale

La référence de personnalité morale du signataire de la convention susmentionnée, adoptée par délibération de la Commission Permanente d'Île-de-France n° CP 2022-287 du 7 Juillet 2022, est modifiée et remplacée comme renseigné ci-dessus.

Article 2 : Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Article 3 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celles-ci.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

L'organisme

*(Nom, qualité du signataire
et cachet de l'organisme)*

Le

**La Présidente du
conseil régional d'Île-de-France**

VALERIE PECRESSE

Annexe 4 : Fiche projet action expérimentale

DOSSIER N° 23001466 - AE IFRIA / UNITE DE PROXIMITE D'ABLIS

Dispositif : Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-252-65748-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	30 596,00 € HT	70,00 %	21 417,20 €
Montant total de la subvention			21 417,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IFRIA INST FORM REG IN DUS AGRO ALIMENTAIRES
Adresse administrative : 44 RUE D'ALESIA
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent HAON, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 5 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet porté par IFRIA IdF, association paritaire composée de représentants employeurs et salariés du secteur agro-alimentaire, vise à co-construire avec et au bénéfice de Daco France, entreprise basée à Ablis (78), l'ingénierie spécifique pour répondre aux contraintes particulières de l'environnement de celle-ci et à ses besoins en compétences.

Les différentes phases du projet sont les suivantes :

- Mise en place du Référentiel GPEC ;
- Réunion de cadrage du projet ;
- Mise en adéquation des attentes techniques ;
- Construction des grilles d'évaluation ;
- Accompagnement à la construction d'un module « Apprentissage technique » ;
- Ingénierie pédagogique.

Les suites attendues sont la mise en place d'une formation in-situ au bénéfice de 15 à 20 stagiaires/an, visant le Titre Professionnel Conducteur d'Installations et de Machines Automatisées (CIMA), voire une poursuite de parcours sur le Titre Professionnel Technicien de Maintenance Industrielle (TMI).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

■ YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation / Frais de personnel	9 206,00	30,09%	Autofinancement sur fonds propres	9 178,80	30,00%
Ingénierie de formation / Prestations externes	21 390,00	69,91%	Subvention Région (sollicitée)	21 417,20	70,00%
Total	30 596,00	100,00%	Total	30 596,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEF 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

Annexe 5 : Fiches projet actions territorialisées

DOSSIER N° 23001395 - AT 2023_Métiers de l'animation périscolaire

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-253-657382-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	67 698,18 € TTC	70,00 %	47 388,72 €
	Montant total de la subvention		47 388,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVENIR INITIATIVES

Adresse administrative : 64 GRANDE RUE
91260 JUVISY SUR ORGE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur SEBASTIEN BENETEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 29 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'action de formation se déroule sur le territoire de deux intercommunalités : Grand Orly Seine Bièvre et Val d'Yerres Val de Seine.

Cette action de formation d'un parcours de 521 heures au total a pour objectif la professionnalisation de 12 demandeurs d'emploi participants en leur proposant de préparer le CQP animateur périscolaire afin de répondre aux besoins urgents en recrutement du territoire.

L'objectif à termes, pour les personnes, est d'être recrutées en contrat de droit commun dans une structure d'animation afin d'y organiser et encadrer les loisirs des enfants des villes ou des communes environnantes.

Les blocs d'activités définis qui forment le cadre d'intervention des animateurs du périscolaire sont les suivants :

- Période d'intégration (14 heures)
- Positionnement (21 heures)
- Accueil des enfants et de leurs familles dans le temps péri scolaires et de loisirs (35 heures)
- Conception d'un projet d'activités (63 heures)
- Conduite des temps d'animation en direction des publics jeunes (98 heures).

Soit 231 heures de formation en centre, 30h en distanciel et 200 h en stage en entreprise.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE
- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	4 844,55	7,16%
Information/recrutement du public	847,80	1,25%
Formation du public	50 076,00	73,97%
Accompagnement/suivi du public	5 329,00	7,87%
Autres coûts directs	1 200,00	1,77%
Coûts indirects	5 400,83	7,98%
Total	67 698,18	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement sur fonds propres (sollicitée)	20 309,46	30,00%
Subvention Région (sollicitée)	47 388,72	70,00%
Total	67 698,18	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23001452 - AT 2023_CNFP_Technicien de maintenance et de modernisation des ascenseurs

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-253-657382-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	117 747,14 € HT	80,00 %	94 197,71 €
Montant total de la subvention			94 197,71 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNFP

Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93500 PANTIN

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur Gilles GUEZ, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 janvier 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage de la session doit avoir lieu dès début janvier 2023 afin de satisfaire les besoins des entreprises partenaires au plus tôt.

Description :

Le projet a pour vocation de former 15 stagiaires au métier de Technicien de maintenance d'ascenseur, très recherché actuellement sous le double effet : de la vétusté des ascenseurs des logements actuels (50% des appareils ont plus de 25 ans et 25% ont plus de 40 ans) et de la verticalisation des villes et de la construction de logements neufs.

La fédération des ascenseurs estime à 2000 le nombre de recrutements d'ascensoriste à ce jour (chiffre IDF). Les 15 stagiaires sont donc assurés d'avoir un emploi, d'autant que le porteur de projet bénéficie d'un réseau étendu d'entreprises partenaires notamment KONE, OTIS, OTIS - KONE - SHINDLER - THYSSEN - RATP - TK ELEVATOR – FAIN.

La formation vise l'acquisition des compétences suivantes (7 modules) au travers d'une formation reconnue au RNCP depuis 2013 (certificateur CNFP) :

1. Réaliser les contrôles réglementaires et contractuels d'un parc d'ascenseurs
2. Remettre en état ou mettre en conformité un ascenseur
3. Diagnostiquer une défaillance sur un ascenseur

385 heures en centre sont prévues et 105 heures en entreprise.

Le public ciblé est constitué de demandeurs (euses) d'emploi domiciliés (es) dans le département de Seine Saint Denis, et de façon plus large en Ile de France, les jeunes sans pré-requis également.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	12 650,00	10,74%
Information/recrutement du public	24 050,00	20,43%
Formation du public	21 490,00	18,25%
Accompagnement/suivi du public	15 700,00	13,33%
Autres coûts directs	43 857,14	37,25%
Total	117 747,14	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	94 197,71	80,00%
Autofinancement sur fonds propres	23 549,43	20,00%
Total	117 747,14	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2022	90 198,00 €

DOSSIER N° 23001627 - AT_2023 INITIATIVES 77

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-253-657382-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	296 800,00 € HT	67,32 %	199 800,00 €
	Montant total de la subvention		199 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES 77

Adresse administrative : 49 AV THIERS
77000 MELUN

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Anne-Laure FONTBONNE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 30 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'objectif de cette action territorialisée est double :


- développer un certain nombre de savoir-faire professionnels recherchés par l'entreprise Disney dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie-restauration ;
- permettre à des personnes éloignées de l'emploi, sans formation ni certification professionnelle liées à ces métiers, de pouvoir intégrer l'entreprise Disney durablement.

5 formations au total sont proposées pour 60 personnes :

- dans l'hôtellerie - restauration option "house keeping et bagagerie" pour 12 stagiaires issus d'une formation FLE préalable ;
- dans l'hôtellerie - restauration option "serveurs" pour 12 stagiaires ;
- dans le tourisme option "employé de restauration" pour 12 stagiaires ;
- dans le tourisme option "commis de cuisine" pour 12 stagiaires ;
- dans le tourisme option "cuisine" pour 12 stagiaires.

Cette action territorialisée s'inscrit dans un partenariat depuis 10 ans et indique des résultats très significatifs sur les actions financées précédemment avec un taux de placement avoisinant les 85 % en contrats de travail à durée indéterminée.

Localisation géographique :

 SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	51 705,00	17,42%
Information / recrutement du public	24 995,00	8,42%
Formation du public	194 000,00	65,36%
Coûts indirects	26 100,00	8,79%
Total	296 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	199 800,00	67,32%
Autofinancement sur fonds propres	97 000,00	32,68%
Total	296 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23002101 - AT2023_BATIMENT, ECOCONSTRUCTION ET TRANSITION ECOLOGIQUE

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-253-657382-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	421 161,00 € HT	47,49 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVEC AGIR POUR LA VALORISATION
POUR L'EMPLOI ET LES COMPETENCES

Adresse administrative : 12 AVENUE DES BEGUINES
95000 CERGY PONTOISE CEDEX

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CLEMENT ORTEGA PELLETIER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet, la disponibilité des plateaux techniques, le sourcing et le recrutement nécessitent un démarrage anticipé.

Description :

Le projet proposé par l'association AVEC porte sur la formation de 48 demandeurs d'emploi aux métiers de menuisier - Poseur / Maçon - Rénovateur du bâtiment en lien avec les métiers de l'éco construction. Les entreprises du secteur peinent à recruter sur ces métiers. Ce projet vise donc à former les publics demandeurs d'emploi sur ces métiers et répondre ainsi à cette problématique de recrutement.

Le secteur du bâtiment est actuellement un secteur en forte tension sur toute la France et particulièrement sur les territoires ciblés par cette action et notamment le Vexin. Il y a des besoins en RH de la part des entreprises et un fort développement à venir notamment à l'approche des jeux olympiques 2024, mais peu de profils de candidats expérimentés ou qualifiés dans ces métiers.

Cette formation a une durée prévisionnelle de 382 heures en centre (en présentiel et à distance) et de 108 heures en entreprise.

Les partenaires associés au projet :

- Entreprises : Les entreprises identifiées par l'enquête de l'AFPA qui ont exprimé un besoin en RH, le Parc Naturel Régional et le site Éco construction de Vigny, la ferme d'Eancourt de Jouy le Moutier, l'association Le moulin de Pont Rû à Bray et lu qui a un grand chantier de rénovation et d'aménagement de ses locaux sur 2023-2024 et d'autres entreprises du territoire qui seront démarchées avec les

stagiaires.

- Fédérations : FFB , CAPEB, Fondation BTP + auront un rôle de relais et de communication de ce projet auprès de leurs entreprises .
- OPCO :Constructys

La répartition de la subvention se fera de la manière suivante entre les membres du consortium :

Reversement partiel de la subvention régionale :

Association AVEC : 204777 €

AFPA : 216384 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	23 109,60	5,49%
Information/recrutement du public	28 869,60	6,85%
Formation du public	216 384,00	51,38%
Accompagnement/suivi du public	77 968,80	18,51%
Autres coûts directs (Location de salle de formation)	60 000,00	14,25%
Coûts indirects (Frais de personnel, Frais de location, entretien, assurances, Petits équipements non immobilisés, fournitures et consommables,	14 829,00	3,52%
Total	421 161,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	200 000,00	47,49%
Plan de revitalisation	150 000,00	35,62%
Fondation BTP +	71 161,00	16,90%
Total	421 161,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et

2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

Annexe 6 : Fiches projet AFEST

DOSSIER N° 22008529 - AAP AFEST 2022_MDEF GPS_Technicien de maintenance

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-65748-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	111 444,00 € HT	48,56 %	54 120,00 €
	Montant total de la subvention		54 120,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE GRAND PARIS SUD
Adresse administrative : 462 RUE BENJAMIN DELESSERT
77550 MOISSY CRAMAYEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DIDIER DUGAST, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2022 - 30 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En amont du démarrage des formations, phase d'ingénierie de formation et phase de sourcing

Description :

Labellisé Territoire d'industrie, Grand Paris Sud se caractérise par la très forte présence d'entreprises industrielles. Pôle économique majeur de la région francilienne, Grand Paris Sud est également 1er pôle francilien d'innovation logistique et de e-commerce. Les entreprises font remonter de fortes difficultés à recruter dans divers métiers industriels et logistique notamment sur les postes de techniciens de maintenance.

Dans ce contexte, la Maison de l'Emploi et de la Formation de Grand Paris Sud (MDEF GPS) en partenariat avec l'organisme de formation le Centre de Formation et de Professionnalisation Grand Paris Sud (CFP GPS) certifié Qualiopi propose un projet AFEST sur les métiers de technicien de maintenance sur deux domaines d'activités spécifiques, la maintenance industrielle et la maintenance informatique. Le projet consiste à décliner un projet AFEST sur le métier en tension de technicien de maintenance concernant le territoire de l'agglomération de Grand Paris Sud avec 4 entreprises (UPS, Codimag, SCC France, Riello Onduleurs) et d'autres en cours pour une intégration dans le consortium (Safran, XFab et Hutchinson).

Les publics bénéficiaires de l'action sont des demandeurs d'emploi inscrits dans une agence Pôle Emploi francilienne et des publics cibles relevant du PRIC. Au total, 16 bénéficiaires sont prévus pour 2 vagues de formation (8 stagiaires par vague) : 1ère vague de formation (avril, mai et juin 2023) et 2ème vague de

formation (octobre, novembre et décembre 2023).

Le projet présenté s'organise autour de 4 étapes :

- 1- L'ingénierie de l'AFEST : analyse du travail et du poste pour lequel l'entreprise recrute, construction de la formation, formation des tuteurs Afest en entreprise ;
- 2- Sensibilisation et recrutement des publics : campagne de communication sur l'action et sur le métier de technicien de maintenance, informations collectives, préparation à l'entretien de recrutement, session de recrutement à travers des évaluations par simulation préalable au recrutement (ESPR) ou MRS (méthode de recrutement par simulation), entretien de recrutement avec les entreprises ;
- 3- Formation via le dispositif AFEST : la durée de formation est de 400 heures par stagiaire : 280 heures de formation en situation de travail en entreprise (70%) et 120 heures en centre de formation (30%).
- 4- La validation des compétences et l'accès à l'emploi : par Open Badge, un outil de validation digitale des compétences, qui se fera par l'organisme de formation CFP GPS.

La MDEF GPS assurera un suivi du nouveau salarié sur les 12 premiers mois suivants sa sortie du dispositif AFEST.

Le bénéficiaire est autorisé à reverser une partie de la subvention comme suit :

CFP - GPS	13 197,31 €
CODIMAG	5 732,67 €
UPS	1 937,12 €
SCC	9 768,33 €
Riello	4 035,66 €
Entreprise 1	4 145,85 €
Entreprise 2	4 881,53 €
Entreprise 3	3 618,98 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

-  SEINE ET MARNE
-  ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation / Frais de personnel	19 796,00	17,76%
Ingénierie de formation / Prestations externes	5 100,00	4,58%
Information/recrutement du public / Frais de personnel	1 453,00	1,30%
Information/recrutement du public / Prestations externes	3 900,00	3,50%
Formation et accompagnement AFEST / Frais de personnel	65 255,00	58,55%
Formation et accompagnement Autre / Frais de personnel	4 539,00	4,07%
Autres coûts directs / équipement de protection individuelle	2 400,00	2,15%
Autres coûts directs / frais de déplacement et de mission	2 000,00	1,79%
Autres coûts directs / frais de communication	1 000,00	0,90%
Coûts indirects / Frais de personnel (RH, IT, DAF, Com)	825,00	0,74%
Coûts indirects / Frais de location, entretien, assurances, petits équipements, consommables, autres	5 176,00	4,64%
Total	111 444,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Intercommunalité EPCI (attribuée) : Agglomération GPS - Cité de l'emploi	23 891,00	21,44%
Subvention Région (sollicitée)	54 120,00	48,56%
Fonds propres MDEF GPS	3 433,00	3,08%
Fonds privés (Fond de revitalisation entreprises)	30 000,00	26,92%
Total	111 444,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 22008530 - AAP AFEST 2022 IFOCOP _ Afestien(ne) aujourd'hui...salarié(e)demain

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-657382-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	180 065,81 € HT	70,00 %	126 045,27 €
Montant total de la subvention			126 045,27 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IFOCOP INST FORM COMMER CIALE
PERMANENTE
Adresse administrative : 5 RUE DU CADUCEE BP 368
94150 RUNGIS CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc HAMON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : 1ere phase : conception de l'ingénierie du projet et formation du tuteur

Description :

Ce projet n'est pas présenté en consortium. L'ingénierie pour l'élaboration du parcours AFEST constitue la première phase de ce projet.

La deuxième phase consiste en la réalisation de 2 sessions du parcours AFEST ECM a destination des entreprises de la grande distribution situés aux alentours de rungis et 2 sessions du parcours AFEST ECM à destination du marché international de rungis pour un volume de 60 stagiaires. Un fort besoin de main d'oeuvre pour cette compétence est identifiée sur ce territoire.

Au-delà de l'obtention de la certification professionnelle visée (TP ECM), ce projet propose aux entreprises accueillantes un parcours qui prend en compte les spécificités, les codes de chaque entreprise pour mieux répondre à leurs besoins et faciliter significativement l'insertion en emploi des bénéficiaires. Pour optimiser cette employabilité le parcours prévoit 70% de sa durée en situation de travail (AFEST) au sein des 46 entreprises accueillantes identifiées 40 grossistes au sein du marché internation de RUNGIS et plusieurs enseignes de la grande distribution (MONOPRIX, CASINO, CARREFOUR, INTERMARCHE ...) - 50 projets de recrutement sont d'ores et déjà identifiés dont 25 au sein du Marché International de Rungis

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	19 936,71	11,07%
Information/recrutement du public	13 207,95	7,34%
Formation accompagnement AFEST	95 142,99	52,84%
Formation et accompagnement autre	36 492,16	20,27%
Autres coûts directs	15 286,00	8,49%
Total	180 065,81	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Auto financement sur fonds propres	54 020,54	30,00%
subvention PRIC Région Ile de France	126 045,27	70,00%
Total	180 065,81	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 22008543 - AAP AFEST 2022_AUTONOMY_EXPERIMENTATION PARCOURS AFEST ADVF

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-657382-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	160 924,30 € HT	70,00 %	112 647,01 €
	Montant total de la subvention		112 647,01 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
AGENCE INTERDEPARTEMENTALE DE
L'AUTONOMIE
Adresse administrative : 17 RUE ALBERT THOMAS
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique :
Représentant : Madame Armelle TILLY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2023 - 1 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet, le sourcing et recrutement nécessitent un démarrage anticipé.

Description :

Le porteur de projet propose, dans le cadre du dispositif "Action de Formation En Situation de Travail" (AFEST), un mode de formation et de recrutement qui réponde à la fois aux besoins des entreprises et des demandeurs d'emploi.

L'action vise à la fois à renforcer les conditions de réussite de l'intégration durable du nouveau collaborateur et à accompagner la transformation des entreprises du secteur de l'aide à domicile en organisation apprenante.

L'objectif est de mobiliser, sur le département des Yvelines et des Hauts-de-Seine, 8 à 10 employeurs du secteur de l'aide à domicile pour le recrutement et la formation de 15 à 20 demandeurs d'emploi au titre d'assistante de Vie aux Familles (ADVF) par l'AFEST.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : YVELINES HAUTS DE SEINE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	32 794,30	20,38%
Information / recrutement du public	12 500,00	7,77%
Formation et accompagnement AFEST	100 390,00	62,38%
Formation et accompagnement autre	14 240,00	8,85%
Autres coûts directs	1 000,00	0,62%
Total	160 924,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	112 647,01	70,00%
Fonds de revitalisation (sollicitée)	48 277,29	30,00%
Total	160 924,30	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23000022 - AAP AFEST 2022_ESPACES_AFEST des métiers de la transition écologique

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-657382-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	254 912,20 € TTC	64,83 %	165 247,64 €
	Montant total de la subvention		165 247,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AV ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre AMIOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de mettre en oeuvre au plus vite les parcours, notamment celui relatif à l'hippomobilité et à l'éco-pâturage (qui devraient démarrer fin janvier), les missions d'ingénierie des référentiels métiers et de coordination avec les différents acteurs ont d'ores et déjà démarré.

Description :

Les collectivités et entreprises du paysage/jardinage/maraichage/animation nature, encadrées par des normes phytosanitaires imposant de respecter la biodiversité et d'entretenir les espaces naturels de façon écologique, recherchent de nouvelles compétences auprès de leurs salariés.

Ainsi, le projet propose 5 parcours AFEST professionnalisants à des salariés en insertion :

- "Génie Végétal" (10 stagiaires visés) et "Activité Hippomobile" (6 stagiaires visés) : il permettra l'apprentissage de méthodes écologiques, respectueuses de la biodiversité et du principe de développement durable,
- "Eco-pâturage" (8 stagiaires visés) : présent sur des sites très divers comme des parcs urbains ou des friches industrielles, l'éco pâturage ou « pastoralisme citoyen » est un réel métier nécessitant des compétences particulières, et différent de celui de l'élevage,
- "Adjoint de chantier" (8 stagiaires visés) : poste créé au sein d'ESPACES pour l'acquisition de

compétences attendues par les employeurs du secteur du paysage mais aussi des entreprises de l'Insertion par l'Activité Economique sur des postes d'encadrement d'équipe

- "Parcours AFEST renforcé" (pour 50 salariés en insertion ayant déjà fait un parcours AFEST et en poste depuis au moins 6 mois) sur les métiers d'ouvrier du paysage, d'employé commercial, d'ouvrier de production légumière et d'animateur en éducation à l'environnement et développement durable.

Cela leur permettra d'acquérir des compétences complémentaires, validées par un jury final composé de professionnels et à la recherche de compétences.

La modalité FEST (formation en situation de travail) est bien respectée, ESPACES travaille avec l'Opérateur de Compétences Uniformation depuis plusieurs années, qui lui reconnaît l'expertise FEST sur 4 parcours de formation (différents de ceux proposés dans le cadre du projet).

La durée de formation est différente selon les parcours :

- 6 heures en centre et 144 heures en entreprise pour les parcours "Génie Végétal", "Activité Hippomobile" et "Eco-pâturage",

- 20 heures en centre et 64 heures en entreprise pour le parcours "Adjoint de chantier" ,

- 16 heures en centre et 38 heures en entreprise pour le parcours renforcé

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

🏠 HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	120 451,98	47,25%
Information/recrutement du public	9 667,33	3,79%
Formation et accompagnement AFEST	59 122,70	23,19%
Formation et accompagnement autre	3 632,22	1,42%
Autres coûts directs (frais déplacement, fournitures ...)	4 442,84	1,74%
Coûts indirects (frais de personnel, location, assurances ...)	57 595,13	22,59%
Total	254 912,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	165 247,64	64,83%
Subvention Intercommunalité EPCI (attribuée) Métropole du Grand Paris	3 717,56	1,46%
Subvention Commune (attribuée) Ville de Malakoff	1 529,35	0,60%
Subvention Autres établissements publics (attribuée) Agence de l'eau Seine Normandie	3 624,21	1,42%
Autofinancement sur fonds propres	76 473,66	30,00%
DRIETS	4 319,78	1,69%
Total	254 912,20	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

**DOSSIER N° 23000494 - AAP AFEST 2022_LA BEAUTE DU MONDE INCLUSIVE_EMPLOYE
COMMERCIAL EN MAGASIN SPECIALISE DANS LA BEAUTE**

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-657382-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	190 000,00 € TTC	70,00 %	133 000,00 €
	Montant total de la subvention		133 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BEAUTE DU MONDE INCLUSIVE

Adresse administrative : 19 RUE JEANNE D'ARC
77400 LAGNY-SUR-MARNE

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Raby HAMELIN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet, le sourcing et recrutement nécessitent un démarrage anticipé.

Description :

45 candidats seront formés en 3 sessions au métier d'employé commercial en magasin spécialisé dans le domaine de la beauté. Ces 45 candidats seront formés via la modalité AFEST pour répondre aux besoins des entreprises du domaine partenaires du projet : LA BEAUTE DU MONDE INCLUSIVE (LBDMI), BEAUTY SPA, SEPHORA, NYX Châtelet, AVRIL, KIKO, La Maison Pandora.

4 objectifs sont visés dans ce projet :

- Permettre à des entreprises (TPE/PME) du domaine de la beauté et de la cosmétique de découvrir et tester l'AFEST dans une procédure de formation avant recrutement
- Former des tuteurs AFEST dans les TPE/PME du domaine de la beauté / cosmétique
- Former des publics éloignés de l'emploi sur des secteurs en tension
- Démontrer les potentiels de l'AFEST pour acquérir des compétences et insérer durablement des publics les plus fragiles

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	28 350,00	14,92%
Information/recrutement du public	18 900,00	9,95%
Formation et accompagnement AFEST	95 500,00	50,26%
Formation et accompagnement AUTRE	18 900,00	9,95%
Autres coûts directs (Matériels cosmétiques: Kits maquillages, produits)	9 450,00	4,97%
Coûts indirects (Frais de personnel, Frais de location, entretien, assurances, petits équipements, consommables...)	18 900,00	9,95%
Total	190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement sur fonds propres	35 000,00	18,42%
Subvention privée 1 (Pôle Emploi) - Individuelle	7 000,00	3,68%
Subvention privée 2 (Arc de l'innovation)	5 000,00	2,63%
Subvention privée 3 (caritas)	10 000,00	5,26%
Subvention PRIC Région Île-de-France	133 000,00	70,00%
Total	190 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23001606 - AAP Afest 2022_WAKE UP CAFE LE QUAI LIBERTE

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-65748-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	634 010,00 € HT	31,55 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : WAKE UP CAFE
Adresse administrative : CHEMIN DE HALAGE
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Luc DE BASQUIAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 1 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L' Association Wake up Café accompagne les sortants de prison quel que soit le temps écoulé depuis la sortie de détention. Le projet vise à permettre l'insertion socio-professionnelle durable et sans récidive des sortants de prison notamment dans les métiers de la restauration, assurer une formation complète (savoir être, savoir-faire), sur-mesure et un suivi individuel adapté aux besoins de chacun et offrir des débouchés professionnels pérennes dans des structures partenaires grâce à la reconnaissance de la formation dispensée au Quai Liberté.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	50 960,00	8,04%
Information/recrutement du public	16 150,00	2,55%
Formation et accompagnement AFEST	300 400,00	47,38%
Autres coûts directs	60 000,00	9,46%
Coûts indirects	206 500,00	32,57%
Total	634 010,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement sur fonds propres (CA Quai Liberté)	308 010,00	48,58%
Donations privées	96 000,00	15,14%
Subvention PRIC Région Île-de-France	200 000,00	31,55%
Paris 2024	30 000,00	4,73%
Total	634 010,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23001608 - AAP AFEST 2022_CARTON_PLEIN_75_CYCLO-LOGISTIQUE

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-65748-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	138 099,35 € TTC	62,63 %	86 495,00 €
	Montant total de la subvention		86 495,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARTON PLEIN 75
Adresse administrative : 132 RUE DES POISSONNIERS
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal PELTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 janvier 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à valoriser et reconnaître les compétences acquises en situation professionnelle dans le métier de cyclo-logisticien, en sortant des modalités classiques de formation avec une pédagogie adaptée aux contraintes de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique). Il s'appuie également sur un partenariat avec les différents acteurs de l'IAE, autour d'un projet de formation innovant. L'activité cyclo-logistique est en plein développement et représente un potentiel d'emplois de 20.000 emplois en Ile-de-France d'ici 2030. La formation sera réalisée par le chantier école et SEVE Emploi (organisme mis en place par la Fédération des SIAE). Le porteur de projet a mené une analyse fine de la cyclo-logistique par un cabinet-conseil qui a identifié et analysé 4 activités : 1. conduite d'un vélo-cargo et application des règles de sécurité de transport de marchandises 2. reporting et orientation en ville 3. posture professionnelle 4. Techniques de chargement et de déchargement en vélo-cargo. Ces 4 activités sont déclinées en un référentiel de compétences associées. Les compétences acquises par les stagiaires seront validées par une attestation de compétences.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	9 796,88	7,09%
Information/recrutement du public	9 333,00	6,76%
Formation et accompagnement AFEST	60 302,62	43,67%
Formation et accompagnement autre	13 050,00	9,45%
Autres coûts directs	25 312,50	18,33%
Coûts indirects	20 304,35	14,70%
Total	138 099,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	51 604,35	37,37%
Subvention Région	86 495,00	62,63%
Total	138 099,35	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23001610 - AAP AFEST_La compétence en action en Île-de-France

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-657382-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
Montant total de la subvention			400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AKSIS

Adresse administrative : 18 RUE CHARLES PICARD
02100 ST QUENTIN

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame Alyssia Lombard, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'objectif est de former 150 demandeurs d'emploi sur l'un des métiers suivants : gouvernant, réceptionniste et chef de rang via la modalité action de formation en situation de travail (AFEST).

Le porteur de projet bénéficie d'un partenariat fort avec le groupe hôtelier ACCOR.

Deux parcours seront proposés aux demandeurs d'emploi : un parcours en 100 % AFEST et un autre parcours en 80 % AFEST et 20 % d'heures de formation en centre.

Le projet de formation s'inscrit dans le cadre de l'appel à projets actions en situation de travail (AAP AFEST).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	134 740,00	16,84%
Information/recrutement du public	16 500,00	2,06%
Formation et accompagnement AFEST	617 820,00	77,23%
Formation et accompagnement autre	13 590,00	1,70%
Autres coûts directs	17 350,00	2,17%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement (acquis)	400 000,00	50,00%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	400 000,00	50,00%
Total	800 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

Annexe 7 : Avenant Chaussettes Solidaires

Dispositif « Actions Expérimentales » 2022

AVENANT N°1

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

CHAUSSETTES SOLIDAIRES

dont le n° SIRET est 49880397200013

dont le siège social est situé au 2 RUE DES GARDES 75018 PARIS,
ayant pour représentant, Madame DE CARVALHO Marcia Directrice,

Ci-après dénommé « CHAUSSETTES SOLIDAIRES »,

d'autre part,

En vertu de la délibération n° **2023-026 du 25 janvier 2023**

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : *Modification de la fiche projet annexée à la convention* adoptée par la délibération de la Commission Permanente d'Ile de France N° **2022-318** du **23 septembre 2022**.

La date de démarrage du projet est modifiée comme suit :

La date de démarrage du projet fixée initialement au 05/09/2022 est remplacée par la date suivante : 01/07/2022

Article 2 : *Modification de l'article 3.4 « éligibilité des dépenses subventionnables » de la convention* adoptée par la délibération de la Commission Permanente d'Ile de France N° **2022-318** du **23 septembre 2022**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 01/07/2022 et non plus comme initialement prévu au 05/09/2022.

Article 3 : Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Article 4 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celles-ci.

La Présidente de la Région Ile-de-France

**La Directrice de CHAUSSETTES
SOLIDAIRES**

**Annexe 8 : Avenant ABRICITY et fiche projet
22008162 corrigée**

Dispositif « Actions Territorialisées » 2022

AVENANT N°1

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

ABRICITY UNIVERSITY

dont le n° SIRET est 85320736300013

dont le siège social est situé au 49 rue de Cléry PARIS 75002

ayant pour représentant, Monsieur Paul MELLÉ YAOMBITI, Directeur,

Ci-après dénommé « ABRICITY UNIVERSITY »,

d'autre part,

En vertu de la délibération n° CP 2023-026 du 25/01/2023.

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : *Modification de la fiche projet annexée à la convention* adoptée par la délibération de la Commission Permanente d'Ile de France n° CP 2022-414 du 10 novembre 2022.

Le taux d'intervention du projet est modifié comme suit :

69,76% à la place du 75,47%.

Article 2 : *Modification de l'article 1 Objet de la convention* adopté par la délibération de la Commission Permanente d'Ile de France n° CP 2022-414 du 10 novembre 2022.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à 69,76% du budget du projet, soit un montant maximum de subvention de 176 000,00€.

Article 3 : Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Article 4 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celles-ci.

La Présidente de la Région Ile-de-France

Le Directeur d'ABRICITY UNIVERSITY

DOSSIER N° 22008162 - AT 2022 _ Seine-Saint-Denis : LES FEMMES SÉCURISENT LES JO 2024

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 931-113-6574-111006-400

Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	252 280,00 € TTC	69,76 %	176 000,00 €
	Montant total de la subvention		176 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ABRICITY UNIVERSITY

Adresse administrative : 49 RUE DE CLERY
75002 PARIS

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur Paul MELLY YAOMBITI, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 mars 2023 - 23 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le secteur de la sécurité est en tension et à l'approche des JOP 2024, il y a un besoin avéré de personnels de sécurité, notamment de personnels féminins.

Cette action propose une démarche volontariste d'inclusion, d'égalité entre les femmes et les hommes et d'insertion socioprofessionnelle de 50 femmes les plus éloignées de l'emploi.

Ce parcours est qualifiant et vise à :

- Remobiliser et redonner confiance en soi à des femmes des QPV éloignées de l'emploi
- Accompagner, former à l'acquisition de nouvelles compétences par le biais d'un programme de formation complet
- Accéder à l'emploi direct et sécurisé via des embauches assurées par des entreprises partenaires
- Favoriser l'insertion professionnelle des femmes issues des QPV sur des métiers en tension et peu féminins

Durée de la formation de 325 heures en centre et 35 heures en entreprise.

Les entreprises : ABRICITY – ANABAS SECURITÉ- ACCESS24- ANABAS DIVISION sont mobilisées dans le cadre de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Information/recrutement du public	11 340,00	4,50%
Formation du public	51 340,00	20,35%
Accompagnement/suivi du public	120 360,00	47,71%
Autres coûts directs : logistique, matériel, certification	69 240,00	27,45%
Total	252 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	176 000,00	69,76%
Subvention Aides privées Abricity (sollicitée)	76 280,00	30,24%
Total	252 280,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise